

*L*es Ukrainiens face à leur passé

*Vers une meilleure compréhension
du clivage Est/Ouest*

Olha OSTRIITCHOUK



P.I.E. Peter Lang



CECRI

CENTRE D'ÉTUDE DES CRISES ET
DES CONFLITS INTERNATIONAUX

*L*es Ukrainiens face à leur passé

*Vers une meilleure compréhension
du clivage Est/Ouest*

Olha OSTRIITCHOUK



P.I.E. Peter Lang



CECRI

CENTRE D'ÉTUDE DES CRISES ET
DES CONFLITS INTERNATIONAUX

Introduction

I. Mémoire et identité pour objet

A. La fracture Est/Ouest en Ukraine postsoviétique

Depuis la chute du régime communiste et l'éclatement de l'U.R.S.S., on assiste à la reconfiguration de l'espace postsoviétique, dont l'Ukraine fait partie. Nation longtemps dispersée, fondue dans d'autres identités, pratiquement sans aucune tradition étatique, elle est désormais à la recherche d'une identité spécifique, en tant que nation souveraine, dans un État indépendant. Comme tout État-nation, elle est confrontée à la nécessité de se doter d'une symbolique nationale représentative. Comme toutes les autres anciennes républiques socialistes soviétiques, elle doit redéfinir son rapport à un passé commun avec la Russie. C'est à cette tâche que se sont attelés les différents présidents de l'Ukraine indépendante. Ils ont d'abord misé sur la réintroduction des attributs de l'État ukrainien, déjà adoptés lors de la première tentative d'indépendance nationale dans les années 1920 : le drapeau, l'hymne, la monnaie (*grivnia*), le trident. Ils ont convoqué les grandes figures intemporelles comme le grand poète national Tarass Chevtchenko, ainsi que le mythique passé cosaque, sans provoquer beaucoup d'émotion. Mais il n'en a plus été de même lorsque le président porté au pouvoir par la Révolution orange, Viktor Iouchtchenko, a d'abord obtenu, non sans mal, en 2006, le vote de la loi sur l'Holodomor (la grande famine de 1932-1933), puis, l'année suivante, introduit dans le « panthéon national » une figure emblématique du passé nationaliste, Roman Chouhevytch, suivie de celle de Stepan Bandera, en 2010, en leur attribuant le titre de héros national. Ces choix politiques ont exacerbé un conflit mémoriel, plus ou moins latent jusque-là, qui s'est exprimé, à l'Ouest, par la glorification de ses héros nationalistes, et en réaction, à l'Est, par un retour sur le rôle « positif » de Staline, dont le portrait était désormais brandi dans les manifestations par les nostalgiques de l'U.R.S.S., au milieu d'une marée d'icônes orthodoxes. Quelles sont les racines de cet antagonisme mémoriel ?

On peut les chercher dans les circonstances historiques qui ont fait l'Ukraine actuelle, longtemps déchirée entre plusieurs États pré-nationaux et multiethniques, aux ambitions impérialistes (la Russie tsariste, l'Empire austro-hongrois, la Pologne, enfin, l'Union sovié-

tique), animés davantage par l'esprit de conquête que le souci d'équité envers les droits de leurs minorités ethniques et leurs aspirations à l'autonomie, et encore moins à l'indépendance. Le résultat en est la coupure entre un Est, plus longtemps dominé par la Russie tsariste puis bolchevique, et un Ouest (principalement, la Galicie orientale et la Volhynie occidentale), tombé plus tardivement sous cette domination (1939), après être sorti de la longue domination historique de l'Autriche-Hongrie et de la Pologne. Cet héritage contrasté a provoqué une fracture linguistique et culturelle au sein de la société ukrainienne, à l'origine de la formation de deux communautés régionales, avec lesquelles a dû composer l'État ukrainien dès son accession à l'indépendance, en 1991, naviguant entre les pressions des ukrainophones, majoritaires à l'Ouest, pour accorder à l'ukrainien le statut de seule langue d'État¹ et celle de la forte minorité russophone, concentrée à l'Est, réclamant un bilinguisme officiel, en vertu du droit européen des minorités² (Ostriitchouk, 2003).

Il en résulte une polarisation inscrite spatialement entre un pôle « est » et un pôle « ouest », respectivement présentés, depuis la Révolution orange, par les médias occidentaux comme « prorusse » et « pro-occidental ». Cette façon de voir, quelque peu réductrice, est le signe de la difficulté, pour tout observateur extérieur, de comprendre les tenants et les aboutissants des enjeux politico-identitaires qui commandent les réactualisations mémorielles en Ukraine aujourd'hui. Car, au-delà des clivages linguistiques, religieux ou politiques, se situe un arrière-plan mémoriel qui permet de comprendre sur quoi se fondent ces divisions sociétales et les obstacles ou les freins qu'il impose à la construction d'une unité nationale. En effet, toute velléité d'affirmation d'une identité nationale en Ukraine postsoviétique butte sur certains usages du passé, pour lesquels on ne trouve pas d'interprétation commune, entièrement partagée à l'Est et à l'Ouest. On assiste à une forme de régionalisation de la mémoire nationale, qui n'affiche pas les mêmes couleurs selon l'endroit où l'on se situe. L'État a donc pour tâche, difficile, d'unifier cet espace symbolique, en choisissant des symboles à fort potentiel rassembleur, capables d'éviter le réveil des antagonismes historiques, source de batailles idéologico-mémorielles interrégionales, voire interétatiques. Quels sont les ingrédients de chacune des compréhensions collectives en présence, de quels courants idéologiques tirent-elles leurs origines et de quelles expériences historiques se nourrissent-

¹ Introduit avec l'adoption de la loi sur les langues (1989), confirmé par l'article 10 de la Constitution ukrainienne de 1996, explicité par la décision du Tribunal Constitutionnel du 14 décembre 1999 sur le caractère obligatoire de l'usage de la langue ukrainienne dans la sphère officielle et l'éducation nationale.

² En référence à la Charte européenne des langues régionales et minoritaires adoptée par le Conseil de l'Europe en 1992.

elles ? C'est la tâche que nous nous sommes fixée, en mettant à profit la complémentarité des éclairages politico-idéologique, historique et symbolique et en analysant les politiques et les pratiques de la mémoire, d'hier et d'aujourd'hui, afin d'aller au-delà de la simple constatation d'un antagonisme spatial pour mieux comprendre les enjeux de l'Ukraine actuelle.

Pour remonter à l'origine de ce conflit mémoriel et en suivre les manifestations, nous sommes d'abord revenue sur les facteurs historiques majeurs qui paraissent prédisposer à une telle fracture sociétale (1^{re} partie, chapitres 1-3) : les héritages culturels de la Petite-Russie d'une part et de la Galicie de l'autre ; la concurrence des deux grands courants de pensée que sont le communisme et le nationalisme, qui se sont affrontés, dès la fin du XIX^e siècle, sur la place à accorder au social par rapport au national, les expériences antagonistes vécues dans la première moitié du XX^e siècle, dans la mise en œuvre de ces idéologies : la tentative avortée de la première république autonome, favorisant l'émergence et la montée du nationalisme intégral (OUN) en Ukraine polonaise dans l'entre-deux-guerres, d'un côté, la brève ukrainisation des années 1920, suivie d'une collectivisation forcée, débouchant sur la Grande Famine de 1932-1933, menées par le régime stalinien, de l'autre, enfin la confrontation entre deux compréhensions de l'idée nationale, une sorte de guerre civile durant laquelle les Ukrainiens ont été amenés à combattre dans des camps ennemis à l'intérieur de la Seconde Guerre mondiale. Nous nous sommes attachée, dans un premier temps, à rendre compte des différentes déclinaisons, idéologiques, symboliques, politiques, de l'idée nationale, selon le lieu et l'époque, plutôt que d'en privilégier une qui serait « la seule et authentique », avant de vérifier, dans un second temps, leur répercussion sur la construction du récit historique et la lecture des symboles à vocation nationale.

Pour cela, nous avons circonscrit notre analyse à trois supports symboliques phares (2^e partie, chapitres 4-6), lieux de mémoire affirmés ou potentiels, objets de commémorations et candidats au panthéon national, qui semblent réunir le plus grand nombre de tensions mémorielles, relatives à la construction d'une identité nationale. En premier lieu, le poète Tarass Chevtchenko, c'est le personnage historique le plus pérenne, incarnant le mieux l'identité nationale puisqu'on lui attribue un rôle majeur dans l'apparition d'une conscience distincte chez les Ukrainiens dans la seconde moitié du XIX^e siècle et qu'il a été largement et unanimement reconnu et célébré par le passé. Reste à savoir si malgré sa grande efficacité symbolique et sa résistance aux changements de régimes politiques, il n'est pas atteint, lui aussi, dans le contexte actuel par le conflit mémoriel. Le second support, forgé plus récemment,

renvoie à une expérience collective traumatique, la famine de 1932-1933, qui une fois sacralisée, notamment en prenant la désignation d'Holodomor, prétend à devenir le fondement symbolique d'une nation opprimée ayant survécu à la politique d'extermination physique, préméditée par Staline et son régime. Mais là encore, si l'Holodomor semble faire l'unanimité quant à sa reconnaissance en tant que tragédie, il suscite des réticences quant à sa qualification de génocide. Enfin, le troisième support retenu pour notre analyse n'est pas un symbole unique à commémorer mais l'enjeu de tout un « gisement mémoriel » (Mink et Neumayer, 2007), qui touche directement à l'héritage de la Seconde Guerre mondiale, et dont différentes couches peuvent être réactivées à tout moment. Ce dernier cas représente l'aboutissement de ce que les deux premiers contiennent en germe. Il semble condenser en lui-même l'essentiel du conflit mémoriel, renvoyant aux camps ennemis et par-là aux expériences contrastées de la guerre, qui ne peuvent être remémorées de la même manière. Nous irions même jusqu'à soutenir que l'ensemble du récit historique ukrainien est affecté, en fonction de la perspective que l'on adopte dans la lecture des événements de la Seconde Guerre mondiale et des luttes dites de libération nationale concomitantes.

Dans ce genre d'approche, il est nécessaire de prendre en compte la place qu'occupe la mémoire dans les sociétés postcommunistes. Sorties de l'emprise du régime communiste, elles ont pu retrouver leur mémoire longue, jusque-là portée et transmise au sein des milieux dissidents ou en exil, avant d'être enfin rendue au peuple. La métaphore de « la mémoire collective retrouvée » est alors très courante en Occident (Brossat *et al.*, 1990), alors qu'en Ukraine, comme partout en ex-U.R.S.S., on déplore « l'amnésie collective » (Riabtchouk, 2004 : 194), « la mémoire confisquée », « mutilée » et on attire l'attention sur l'urgence de sa « restauration ». Youri Afanassiev écrit à ce propos (Afanassiev et Ferro, 1989 : 416) :

Nous regardons notre passé comme dans un miroir. Le portrait vole en éclats. Beaucoup d'entre nous comprennent aujourd'hui qu'on ne peut plus vivre ainsi. Ils envisagent une issue : pour restituer la mémoire perdue, pour restituer à la société le passé qui lui appartient, il faut en finir avec les prétentions d'exercer le monopole sur ce passé.

Mais cette mémoire « volée » que l'on désirait « rendre au peuple » était tout sauf un bloc homogène, universellement partagé. En fait, lorsqu'on convoque la mémoire au début des années 1990, on la pense surtout par opposition à la mémoire officielle, limitée aux manifestations institutionnalisées et strictement contrôlées par l'État, et à l'histoire officielle, réquisitionnée par le régime pour combler le besoin de sa légitimité. La confiance suprême que l'on s'est mis à accorder au

mémoriel n'était rien d'autre qu'une réaction d'indignation à une histoire manipulée pendant trop longtemps. Ainsi, la mémoire dite collective n'avait pas besoin de légitimation supplémentaire car elle rimait avec vérité historique. Elle semblait plus crédible qu'une histoire détournée où tout restait à refaire. Elle pouvait prétendre à « une véracité plus vraie que la véracité de l'histoire, celle du vécu et du souvenir » (Nora, 2002 : 30), en tant que mémoire « instruite », « traumatisée » par l'histoire d'hier et qui prendrait en charge l'histoire d'aujourd'hui (Ricœur, 2002 : 45). Cet intérêt pour la mémoire, jamais démenti depuis la glasnost, avait ici une spécificité : il s'agissait des mémoire occultées, à la fois, de ceux que l'on désignait autrefois par le terme de « classes possédantes » (dynasties royales, noblesse, propriétaires terriens, clergé, intelligentsia), persécutés par le régime, mais aussi de la masse des gens passés dans les rouages de la machine répressive, à cause de leur opposition au régime, réelle ou présumée. C'est à partir de là qu'une histoire nationale, destinée à l'éducation patriotique et à la commémoration nationale, a pu être réécrite.

Cette révision complète du récit historique n'aurait cependant pas été possible sans implication des élites, de l'intelligentsia d'hier et des intellectuels militants d'aujourd'hui. La mémoire dite nationale est, par conséquent, le résultat du combat de longue haleine mené par ceux qui se sont donné le rôle d'éducateurs nationaux ou de promoteurs d'une mémoire spécifique, soucieux d'élever la conscience de leurs concitoyens. Regroupés en associations, structures politiques et culturelles, actives et influentes, ils se sont toujours sentis investis d'un devoir patriotique ou civilisateur, dont le contenu pouvait varier selon les exigences de l'époque. À travers leurs écrits et leurs positions citoyennes, ils ont aussi contribué à orienter la lecture du passé, en assurant la vitalité à certaines de ses représentations qu'ils jugeaient les plus importantes à transmettre. Aujourd'hui, à l'ère de la victime (Ostriitchouk, 2011), ils jouent aussi le rôle d'« entrepreneurs de la mémoire », imprégnés de l'importance de l'enjeu mémoriel qu'ils défendent au nom de la collectivité. Ils sont aussi « porteurs de mémoire », parfois par expérience mais surtout par devoir, en tant que « témoins indirects » (Terray, 2006), défenseurs de la cause des victimes. Analyser le phénomène mémoriel, c'est leur accorder la place qu'ils méritent, et c'est ce à quoi nous nous sommes attachée.

B. Comblir une lacune

La plupart des études qui traitent de l'identité nationale en Ukraine, depuis l'indépendance, appartiennent au champ des sciences politiques (histoire politique ou sociologie politique), et sont habituellement basées sur des sondages, des recensements ou des résultats électoraux. Peu

d'entre elles attachent de l'importance à l'observation des pratiques mémorielles et identitaires, de l'espace public et à l'analyse de la production officielle en matière de patrimoine et de commémoration. Et lorsqu'elles le font, elles privilégient souvent le niveau d'analyse historiographique ou politologique, laissant quelque peu de côté les préoccupations sociales elles-mêmes et l'approche qualitative. Dans ce domaine, si l'on peut citer une production relativement importante en Amérique du Nord : Catherine Wanner (*The burden of dreams : History and Identity in Post-Soviet Ukraine*, 1998), Serhiy Yekelchuk (*Stalin's Empire of Memory : Russian-Ukrainian Relations in the Soviet Historical Imagination*, 2004), elle est beaucoup plus confidentielle en Ukraine, où elle ne concerne que de rares auteurs comme l'historien confirmé Yaroslav Hrytsak (« National Identities in Post-Soviet Ukraine : The Case of Lviv and Donetsk », 2000), ou le jeune historien Andriy Portnov (« Les exercices d'histoire à la manière ukrainienne : notes sur les usages du passé dans les débats publiques et politiques en Ukraine postsoviétique », en russe, 2007), les autres chercheurs natifs (Koulchyt's'ki, Serhiytchouk, Vesselova, Smolii) restant très dépendants des enjeux politiques.

Quant à la production ethnologique ukrainienne, elle est dominée par le retour des traditions académiques qui tirent leur origine des théories sociobiologiques de l'ethnicité, en vogue au XIX^e siècle, dont elles empruntent les métaphores vitalistes, pour souligner les traits culturels distinctifs de l'ethnie ukrainienne, autant sur le plan anatomique que spirituel. Remises au goût du jour, elles alimentent l'ethnopsychologie (Borysenko Valentyna, Voropayeva Tetiana) et l'anthropologie historique (Serhiy Seheda), qui placent l'ethnicité au centre de leurs analyses comme une caractéristique innée, à la fois objective et mythique, a-historique et transmissible, en tant qu'héritage d'affiliation généalogique et de « patrimoine génétique ». Cette façon ethnique de concevoir la nation nous intéresse ici seulement dans la mesure où elle se retrouve dans les interprétations que les acteurs donnent aux symboles nationaux. Elle a été pleinement mis à profit par Dmytro Dontsov, auteur de *Nationalisme* (1926), qui dès le début de la Première Guerre mondiale a rompu avec les préoccupations de la social-démocratie révolutionnaire, pour laquelle l'enjeu d'autodétermination nationale faisait partie du programme d'émancipation sociale (droit de vote, liberté d'expression etc.), en lui opposant sa vision de « nation forte », inspirée par les théories différentialistes. En effet, Dontsov promeut un devoir moral envers les siens (identification avec le groupe), différenciés des autres (perçus comme ennemis), pour défendre la spécificité du groupe et garantir sa « survie » biologique, face à la menace de la dilution de l'élément ethnoculturel (refus catégorique d'une assimilation culturelle), voire son anéantissement.

Ériger l'ethnicité en principe de narration historique oblige à évoquer les périodes d'inclusion territoriale comme « une colonisation », « une velléité impérialiste », « une occupation », en référence aux dominations historiques que la nation dominée aurait subi de la part des nations dominantes. Les chercheurs ukrainiens, qui appuient cette vision exclusive de l'ukrainité, ne se limitent pas à dénoncer la seule acculturation, en traquant tout signe de rapprochement avec les cultures avoisinantes (purisme linguistique) et en regrettant la perte de l'usage de la langue maternelle chez les Ukrainiens ethniques, ils déplorent également le poids démographique des Russes ethniques en Ukraine postsoviétique, interprété comme le résultat des politiques de mobilité, incitative ou forcée, de l'époque stalinienne. Ils mettent même en évidence les différences fondamentales qui opposeraient Russes et Ukrainiens, lesquels appartiendraient à deux types anthropologiques distincts. Certains vont même jusqu'à regretter les « déformations » que la mentalité ukrainienne (alliant les valeurs de la « féminité », du « pacifisme » et de l'« humanisme ») aurait subi au contact avec la mentalité russe (caractérisée par l'avidité de conquête et l'envie de domination), à qui il faut redonner son authenticité originelle (Stadnyk, 2003). Sans la prise en compte et l'interrogation de ces schèmes mentaux, qui investissent le champ sémantique de l'ethnicité en Ukraine de nos jours, et qu'illustre la floraison des termes dérivés et composés³, nos analyses auraient été amputées de tout ce que peut apporter la compréhension intime du contexte ukrainien et que ne possède pas, au même degré, l'observateur extérieur.

Par ailleurs, si depuis vingt ans, beaucoup a été fait en U.R.S.S. et en Ukraine pour mettre en évidence les crimes du stalinisme⁴, grâce à l'ouverture des archives, à l'intérêt des chercheurs occidentaux et à l'appui financier de la diaspora, rares sont les auteurs qui ont eu le courage de soulever la question de la part de culpabilité ukrainienne (de la façon dont cela a pu être fait en Allemagne pour le nazisme), à l'exception notoire de John-Paul Himka (« War criminality : a Blank Spot in the Collective Memory of the Ukrainian Diaspora », 2005), d'Omer Bartov (*Erased Vanishing Traces of Jewish Galicia in Present-Day Ukraine*, 2007), de David Marples (*Heroes and villains : Creating National History in Contemporary Ukraine*, 2007) ou, plus récemment, de Grzegorz Motyka (*Od Rzezi Wołyńskiej do Akcji « Wisła »*, 2011).

³ Antagonisme ethnique, archétypes ethniques, désethnicisation, attentes ethniques, groupe ethnolinguistique, patrie ethnique, renaissance ethnique, ghetto ethnique <<http://etno.us.org.ua/blog/glossary/43.html>>, 23 août 2012.

⁴ Parmi les dernières parutions, citons *Bloodlands : Europe between Hitler and Stalin*, par T. Snyder, 2010 et *Faux coupables : Surveillances, aveux et procès en Ukraine soviétique (1924-1934)*, par A. Blum et Y. Shapoval, 2012.

Face à ces silences dans les domaines officiel et académique, il a fallu parfois se reporter aux récits des victimes, récoltés par des chercheurs ou des amateurs passionnés, non-ukrainiens, comme le sociologue, émigré d'origine polonaise, Tadeusz Piotrowski (1995) ou le prêtre catholique français Patrick Desbois (2005), qui a sillonné l'Ukraine de l'Ouest dans le but de recueillir des témoignages auprès des derniers survivants, réquisitionnés par le régime nazi pour la mise en œuvre de « la Shoah par balles ».

C'est donc par rapport à ces diverses lacunes que nous nous sommes positionnée, dans la droite ligne des études de la mémoire, en nous inspirant de l'approche historiographique « des lieux de mémoire », enrichie des apports de la sociologie de la mémoire (cadres de la mémoire, mobilisation des acteurs, luttes de reconnaissance, devoir de mémoire, travail de mémoire, usages publics du passé), de l'histoire culturelle et des études du nationalisme (phénomène ethnoculturel, conscience collective, nation et nationalisme), de l'ethnologie (patrimoine et patrimonialisation) et de l'anthropologie (rapport au sacré, rites et rituels, peurs collectives), sans négliger l'apport des géographes sur les liens qu'ils établissent entre l'identité et le territoire. Nous nous sommes intéressée, plus particulièrement, au rapport que les différents groupes d'acteurs, institutionnalisés ou non, promoteurs d'une mémoire spécifique, entretiennent avec le passé, aux mécanismes de patrimonialisation des symboles, allant de pair avec leur protection par l'État, aux tensions que l'abandon, le maintien, l'introduction ou la restauration de certains d'entre eux provoquent dans la société ukrainienne, enfin à la façon dont sont disputées dans l'espace public ces diverses représentations du passé, notamment à travers des actions de mobilisation visant leur protection ou leur contestation.

II. Pour une approche historiographique et pluridisciplinaire par une « ethnologue native »

A. Les lieux de mémoire pour observer les conditions de production d'une mémoire nationale

La problématique des lieux de mémoire est apparue comme étant la plus appropriée pour analyser les conditions de production d'une identité nationale et le conflit mémoriel qui la parcourt. Elle permet en effet d'observer autant les continuités, c'est-à-dire les récupérations successives du même symbole que les discontinuités, l'abandon d'anciennes significations et l'apparition de nouvelles, ainsi que les significations concurrentes. Parce qu'elle autorise une « exploration sélective et savante » (Nora, 1997 [1984] : 20) de nos héritages, grâce notamment à

ses multiples dimensions : majoritaire, historiographique, polysémique, sélective, etc.

Tout d'abord, la dimension majoritaire des lieux de mémoire, qui consiste à assurer la diffusion d'une image unifiée et consensuelle de la nation. Il ne s'agit pas de simples traces du passé. Ce sont les traces qui renvoient aux « rapports spécifiques d'un pays avec son histoire », des lieux de cristallisation de sens collectif (*Ibid.* : 23) qui viennent en appui à l'imaginaire national, des éléments d'une psychologie collective qui forment une constellation cohérente et bien articulée. De ce fait, ils sont obligatoirement investis d'une aura symbolique, ce qui les différencie, d'une part, des lieux d'histoire, simplement marqués par le temps, et des lieux d'identité, qui ne sont pas majoritaires au plan national. Un véritable lieu de mémoire est capable de produire une importante charge émotionnelle qui témoigne de l'attachement que nous, en tant que groupe, lui manifestons. Il occupe une position centrale dans l'imaginaire, servant d'espace de référence, tel un noyau dur de représentations collectivement partagées, autour duquel gravitent les autres représentations, plus marginales et moins unanimes. Les trois supports symboliques à l'identité nationale retenus pour l'analyse semblent, à première vue, posséder cette caractéristique majoritaire. Le problème est que dans une société divisée comme l'Ukraine, certains symboles peuvent rester centraux et majoritaires pour les uns, alors qu'ils ne le sont pas ou plus du tout pour les autres, ou le sont différemment. Peut-on alors continuer de les qualifier de lieux de mémoire ?

Nous inspirer du parti pris historiographique des *Lieux de mémoire*, nous a permis de suivre l'évolution de chaque symbole dans le temps et dans l'espace, afin de comprendre comment il arrive à se faire une place parmi les autres références nationales ou à maintenir sa centralité sur un long laps de temps, avec quel contenu politico-idéologique, par quel groupe porte-parole et pour quelle cause. On rejoint ici l'interrogation de la sociologue Marie-Claire Lavabre : « À quelles conditions et selon quel agenda, une expérience du passé accède à une présence (sous quelle forme, avec quelle audience ?), ou fait-elle l'objet de mises en récit, voire d'usages politiques, du passé ? » (Lavabre, 2007 : 147). Adopter une démarche historiographique, ce n'était donc pas étudier la vie et l'œuvre de Chevtchenko, ni la mise en œuvre de la collectivisation, ni les causes de la famine, ni les pages, glorieuses et moins glorieuses, des luttes pour la libération nationale, mais d'observer comment les sens qu'on leur attribue sont liés à l'histoire des idéologies et à celle des mouvements d'affirmation nationale, enfin aux politiques de la mémoire de l'Ukraine actuelle. Ce n'était pas faire de l'histoire, au sens d'établir les faits qui jalonnent l'histoire ukrainienne, ni de les interpréter pour en faire une histoire-roman-national dépendante des enjeux politiques, ni

de la micro-histoire, construite à partir des témoignages recueillis, mais une histoire de l'idée nationale, d'une part, et des représentations sociales de l'autre, avec une attention particulière pour les usages du passé. Il s'agissait de « nous déprendre de nos habitudes familières » et de chercher à comprendre la façon dont se tissent les fils de l'histoire nationale à travers ces lieux de mémoire en permanent mouvement, rester attentif à « l'incessant rebondissement de leurs significations » et au « buissonnement imprévisible de leurs ramifications » (Nora, *op. cit.* : 38).

Contrairement au cas français, il ne s'agissait pas uniquement de s'interroger sur les métamorphoses des lieux de mémoire affirmés, mais de prendre en compte également l'émergence et l'ascension de lieux de mémoire nouveaux, plus en rapport avec les attentes actuelles en matière d'identité nationale. Aussi, serait-il inopportun de mettre l'accent sur le sentiment de perte, exprimant « le trouble d'une identité devenue douteuse » (*Ibid.* : 19). En Ukraine, même si l'on peut éprouver de l'émotion envers ce qui est en train de disparaître (la nostalgie), on cherche surtout à sortir de l'oubli des faits marginalisés ou occultés dans le passé, en leur insufflant une nouvelle grandeur nationale, tout en faisant basculer dans l'oubli ceux qui occupaient jusque-là une position centrale dans l'espace public. Car il n'y a aucune garantie que le lieu de mémoire le restera à jamais : son émergence est le résultat d'un long processus de mise en valeur⁵, y compris par l'État, et sa durée de vie dépend de son potentiel rassembleur et de sa plasticité, voire de son adaptabilité, dont témoigne, entre autres, la rapidité avec laquelle il peut être récupéré par des régimes politiques successifs. Ainsi, il doit être possible d'identifier le caractère établi d'un lieu de mémoire tout comme d'évaluer ses potentialités à en devenir un.

La dimension polyphonique (ou polysémique) est tout aussi pertinente pour notre analyse puisqu'il n'existe pas de lieu de mémoire qui se limiterait à une seule lecture. Celui-ci est constamment « fermé sur son identité », son nom, mais « ouvert sur l'étendue de ses significations » (*Ibid.* : 43), autant dans la synchronie que dans la diachronie. Nous nous sommes donc donné pour tâche d'interroger chaque cas choisi, pour observer quelles appropriations en sont faites par les acteurs à quel moment, sur quel aspect ils mettent l'accent, enfin, comment ces lectures se retrouvent dans l'art monumental, les rituels commémoratifs, les adresses du président à la nation, les préfaces des livres, etc. Du fait de sa vitalité exceptionnelle, le lieu de mémoire est un véritable laboratoire. Saisir ses tensions internes, ses compatibilités ou ses incompatibi-

⁵ Comme le notait Pierre Nora, « il n'y a pas de mémoire spontanée » : il faut « maintenir des anniversaires, organiser des célébrations, prononcer des éloges funèbres », etc. (*Ibid.* : 29).

lités avec d'autres lieux de mémoire ou simples lieux d'histoire/d'identité, identifier ce qu'il comporte de polysémique et d'unique, de commun et d'exclusif, d'universel et de particulier, permet d'entrer dans le vif des polémiques mémorielles qui parcourent une société divisée.

Par un balayage systématique des grands blocs symboliques de la mémoire nationale, Nora et ceux qui s'inspireront par la suite de sa démarche, procèdent à une sélection de lieux, jugés parmi les plus représentatifs d'une identité nationale. Et dans chaque contexte, le choix des lieux reflète une spécificité, qui dépend davantage des luttes collectives et des formes de légitimation de l'idée nationale que des lieux eux-mêmes. C'est précisément dans ce caractère référentiel (Ricœur, 2002 : 53) que se trouve la principale difficulté à produire un échantillon exhaustif des références symboliques d'un pays à son passé, au risque de surinvestir certains et d'en marginaliser d'autres (comme l'oubli de la colonisation, souvent reproché à Nora). Nora lui-même en était conscient lorsqu'il a soutenu que le trouble induit par l'entreprise des lieux de mémoire se situerait dans la problématique générale de la mémoire et la problématique particulière des lieux. À ce propos, il écrivait : « On peut toujours repérer l'un ou l'autre des éléments saisissables et fondateurs d'une psychologie collective, mais un inventaire significatif d'ensemble est-il faisable ? Aboutirait-on à une constellation opératoire, à l'articulation cohérente d'un réseau clandestin des identités éparses ? » (Nora, 1994 : 189). À cette difficulté d'exhaustivité s'est ajoutée la contrainte de la faisabilité. Comme il s'agissait d'une monographie et non pas d'une entreprise collective, il a fallu renoncer d'emblée à l'idée de l'exhaustivité et admettre que la sélection que nous proposons ici ne découle que de nos choix personnels. Celle-ci devrait être néanmoins suffisamment représentative pour comprendre l'essentiel des oppositions sociétales en Ukraine. Il ne s'agit pas de révéler au lecteur une « constellation » complète des lieux de mémoire ukrainiens, mais de lui donner la clé d'une compréhension plus intime des enjeux mémoriels que celle offerte par les observateurs occidentaux ou par les politologues locaux, trop proches de ces enjeux pour les prendre pour objet d'étude.

B. Diversité et complémentarité des sources

À la différence des études plus ciblées, restreintes à un seul objet, cette étude se voulait aussi la synthèse d'un grand nombre d'éléments et de connexions multiples. Comme elle embrasse une période assez large (s'étendant sur tout le XX^e siècle jusqu'à nos jours, mais aussi partiellement sur la seconde moitié du XIX^e siècle), nous nous sommes sentie contrainte de procéder à une sélection d'échantillons représentatifs, recueillis par nous-mêmes, complétée par des données empiriques rapportées dans d'autres études ou certains écrits militants – où elles

sont utilisées à d'autres fins – surtout en ce qui concerne les périodes plus anciennes. Il faut dire aussi que tous n'ont pas pu être inclus ou analysés dans le corps du texte, la base de données dépassant largement le cadre de la démonstration. En effet, il ne s'agissait pas de produire un échantillon exhaustif de données homogènes ayant pour objectif l'éclairage d'un aspect particulier, mais au contraire, d'établir le maximum de liens entre divers groupes d'acteurs (comme, par exemple, entre la diaspora et l'intelligentsia soviétique au moment de la glasnost et de l'accession à l'indépendance), de les suivre dans leurs activités militantes, d'observer leurs affrontements publics, d'analyser les fondements de leurs désaccords. Dans ce sens, il a été utile de privilégier la diversité et l'hétérogénéité, tout en jugeant de leur pertinence pour notre problématique, celle visant à une meilleure connaissance des antagonismes mémoriels, de la question nationale et des divisions sociétales.

Outre les données issues d'une observation participante lors de nos séjours en Ukraine (visites des sites commémoratifs, des musées et des bibliothèques locales, rencontres informelles, discussions familiales, acquisitions fortuites faites dans les kiosques de presse et sur les étales de la littérature « patriotique »), parmi les sources retenues, nous citerons les documents officiels (texte de lois et de projets de loi, adresses officielles, décrets présidentiels, décisions parlementaires, etc.), les discours publics, les articles de presse (interviews, communiqués de presse) ; les sites web officiels des institutions (site présidentiel, site de la Verkhovna Rada), des partis politiques, des associations mémorielles ; les supports écrits, iconographiques ou autres dédiés aux enjeux mémoriels et identitaires que l'on trouve aussi bien sur les étales des kiosques, les bibliothèques municipales que dans les galeries virtuelles des sites spécialisés (livres de la mémoire, pamphlets propagandistes, affiches publicitaires, affiches lumineuses à visées incitatives, banderoles, photo- ou vidéo-reportages, recueils de témoignages, documents d'archives, créations artistiques et littéraires). Il faudrait mentionner aussi quelques périodiques dont la consultation ciblée nous a été des plus utiles : l'hebdomadaire de la diaspora nord-américaine *The Ukrainian Weekly*, les journaux états-unien *The New York Times* et ukrainiens *Den'*, *Ukraina moloda*, *Zerkalo Tyjnia*, *Lvivs'ka Gazeta*, *Segodnia*, *Sils'ki visti*, les revues *Krytyka*, *Ukraina Moderna*, la revue indépendante *Ī*, la revue en ligne *Volhynie*. Nous sommes restée aussi très attentive à la production patrimoniale : construction ou démolition des monuments, entretien des cimetières, création des musées, publications des ouvrages à visée patriotique et mémorielle, discussion et promulgation de lois mémorielles, comme la loi sur l'Holodomor. Ici, nous avons privilégié les médias où les interviews et autres prises de position publiques des acteurs influents exprimaient leur implication personnelle, leur réaction à l'introduction ou à la suppression d'un symbole, leur

commentaire de l'actualité. Enfin, nous avons usé de l'approche comparative, en croisant en permanence les visions contrastées de l'Est et de l'Ouest et en mettant en parallèle les significations des figures emblématiques et les logiques narratives concurrentes. Ce faisant, nous nous sommes obligée à maintenir, tout au long de nos analyses, un certain équilibre, pour ne pas privilégier l'une des deux auto-compréhensions collectives par rapport à l'autre.

La plupart de nos sources portent sur les usages des deux mémoires dans l'espace public (au sens d'espace fréquenté par le plus grand nombre, par opposition à l'espace privé), qui se sont beaucoup diversifiés depuis l'accession de l'Ukraine à l'indépendance, offrant le spectacle de « batailles » mémorielles, jusque-là sans précédent. Sorti du contrôle absolu du pouvoir qui n'autorisait qu'une forme d'adhésion citoyenne, l'adhésion obligée (dont témoignent si bien les défilés organisés par les cellules du parti), l'espace public vit de nos jours une véritable transformation, en tant que lieu d'expérimentation, de négociation et de contestation pour les divers groupes qui composent la société ukrainienne. L'État qui se dit « démocratique » ne peut plus interdire explicitement une action de mobilisation citoyenne à visée commémorative, d'où qu'elle provienne. En principe, tout le monde peut aujourd'hui exprimer son accord ou son désaccord avec les politiques de l'État mais aussi avec les revendications en provenance des régions, que ce soit par des lettres ouvertes, des interventions dans les médias, des manifestations, des meetings, des marches, des conférences, des rituels de tout genre, etc. Par ailleurs, on peut observer, depuis l'intrusion des nouvelles technologies (téléphone portable, Internet), un morcellement de l'espace public qui s'abrite, se prolonge, s'alimente, se théâtralise sur le web. La participation aux forums de discussion, la planification des événements commémoratifs, la diffusion des informations, la récolte des témoignages, la profusion des sites internet réservés aux usages mémoriels attestent de cette extension virtuelle de l'espace de circulation et de communication qui contribue à l'accélération des échanges et à la diversification des supports. Divers groupes d'acteurs, de quelque bord qu'ils soient et pour diverses raisons, éprouvent le besoin de s'exposer sur la toile. Les associations, les groupements, les partis, les administrations d'État ou de région, fournissent régulièrement des informations sur leur fonctionnement, leurs actions, leurs programmes, etc., et offrent ainsi une mine de renseignements pour le chercheur. La presse également est accessible via internet et nombreux sont les journaux ou périodiques qui mettent en ligne leurs archives, offrant un vaste champ d'investigation et de recoupement d'informations⁶.

⁶ Citons, à titre d'exemple, le recours aux archives virtuelles du *New York Times* des années 1930, à des fins de vérification du contenu, ou encore les comptes-rendus,

C'est cette masse de traces virtuelles qui constitue l'essentiel de notre terrain. Sans l'accès à l'espace virtuel, il n'aurait pas été possible de réunir, dans le même cadre analytique, autant de données complémentaires et diversifiées, ayant contribué, chacune à sa manière, à éclairer notre problématique. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, cette ressource peut se révéler d'un intérêt au moins égal à celle d'un terrain traditionnel (habituellement circonscrit à un espace limité). Leur richesse et leur précision, ont donné lieu à des découvertes tout à fait stimulantes. Par le croisement des données, en provenance des camps opposés, ce terrain « à distance » a permis une observation de longue durée (2005-2012), qui a pu compenser les lacunes de brefs terrains « rapprochés » (2006, 2007, 2008, 2011), correspondant à plusieurs retours dans le pays, pour des raisons essentiellement familiales. Dans le domaine des interactions transnationales, par exemple, les relations entre la diaspora et les Ukrainiens sur place, avant, au moment et après de l'indépendance, peuvent être suivies dans leur déploiement et leurs vicissitudes, sur la durée. C'est aussi le cas pour suivre les rebondissements et les multiples aspects d'une stratégie politique dont les ressorts n'apparaissent pas forcément au premier abord. Car, les acteurs sociaux ont toujours le souci de la visibilité. Ils s'affichent sur la toile pour exprimer leurs idées mais aussi suscitent des forums où les échanges les obligent à se révéler, et à révéler leurs méthodes, leurs arguments, leurs motivations, leurs interactions, bien mieux que s'ils répondaient à une interview. De même, dans l'éventail des outils à leur disposition, l'outil vidéo, leur permet de se mettre en scène et d'ajouter au discours la manière, le décorum, le public et ses réactions, qui lui donnent tout son sens, et nous rendent présents à l'événement dans toute son intimité, toute sa complexité, tout en étant absent physiquement, donc plus distant des effets pervers des phénomènes de foule. Ce rapport aux sources virtuelles et à leur utilisation rejoint notre posture particulière, ce que nous appellerons la « proximité distanciée » d'une ethnologue native.

C. Proximité et distance

Une étude qui porte sur les représentations culturelles ne pouvait être qu'interprétative, au sens de l'anthropologie classique. Ce que nous avons pu reconstituer, à partir des traces que les acteurs eux-mêmes ont laissé dans l'espace public, comporte, donc, une grande part de subjectif et constitue une synthèse très personnelle de notre compréhension de l'enjeu ukrainien, et il ne fait aucun doute que d'autres chercheurs, à partir des mêmes données, auraient pu arriver à des conclusions diffé-

dans la presse nord-américaine et ukrainienne, concernant les divers événements commémoratifs visant à la promotion de l'Holodomor.

rentes. Nous soulignerons cependant que l'intérêt de ce travail réside dans la posture que nous avons adoptée, celle d'une chercheuse native qui a pris de la distance par rapport à son pays d'origine, du fait de son immigration, mais qui a aussi acquis une démarche critique, ce qui lui confère une position privilégiée : suffisamment proche du terrain pour bien le connaître, tout en ayant le recul nécessaire pour ne pas céder au chant des sirènes et succomber à la partialité. Proche, car née et ayant vécu en Ukraine jusqu'à l'âge de trente-et-un ans. J'ai pu y vivre la fin de l'époque soviétique, puis l'accession à l'indépendance, y être témoin des transformations sociales, économiques et politiques qu'elle entraînait, des premières interrogations qu'elle suscitait sur le passé stalinien et ses crimes, enfin l'introduction, d'abord hésitante, puis de plus en plus intrusive, dans l'espace public, de la mémoire nationaliste. Étant originaire de l'Ouest, j'ai baigné dans l'ambiance de la renaissance nationale qui a suivi l'accession à l'indépendance, sans me rendre compte, à ce moment-là, ni de l'ampleur, ni de l'origine des changements survenus avec la chute du communisme.

Il me revient, de cette époque, un souvenir très particulier. Un beau jour de l'été 1998, ma grand-mère m'emmenait, pour la première fois, sur la tombe de son frère, mon grand-oncle, située dans un village voisin, loin de sa famille, frère « fantôme », dont il avait fallu nier jusqu'à l'existence du temps du régime communiste. Une clôture métallique sans épitaphe, était à peu près la seule marque tangible de son passage sur Terre. Je n'avais jamais entendu parler de lui. Qui était-il en réalité ? Pourquoi ce silence d'un demi-siècle, avant qu'une démarche de réhabilitation, entamée par son frère cadet, en 2007-2008, ne se traduise par le geste symbolique du transfert de sa dépouille auprès de celle de ses parents ? C'est ainsi que j'ai pu commencer à rassembler le puzzle de mon histoire familiale, apprendre l'implication de ce grand-oncle dans les luttes nationalistes et sa mort, à l'âge de 20 ans, dans une embuscade du N.K.V.D., dérouler les fils de tous les non-dits d'une histoire – qui ressemble à tant d'autres histoires dans cette région – et entamer une réflexion qu'il m'aurait été difficile de conduire, avec suffisamment de recul, en étant immergée dans le milieu ukrainien.

Cette proximité avec le terrain m'a ainsi amenée à me poser quelques questions d'ordre éthique comme celle de l'attitude à adopter vis-à-vis des mémoires du Mal, des héritages honteux qui ne peuvent pas faire l'objet de fierté nationale (Zawadzki, 2006, 2002). Découvrant une très grande complexité des contextes historiques et une diversité des mémoires individuelles et collectives, j'ai choisi une attitude compréhensive, à l'échelle humaine, qui pourrait être résumée comme suit : « ni apologie, ni scepticisme ». En effet, pour combattre les points de vue de leurs adversaires, les acteurs ont souvent tendance à verser dans

l'apologie d'une idéologie, et d'une expérience historique qui a permis de la mettre en pratique, tout en restant extrêmement critique vis-à-vis de l'expérience de l'Autre. Aller à l'encontre de cette tendance me permettait de ne pas exclure que les victimes des uns puissent être les bourreaux des autres. C'est particulièrement vrai pour les acteurs du nationalisme qui, certes, ont été massivement victimes du régime communiste, mais qui ont pu aussi être les bourreaux d'hommes et de femmes, d'enfants et de vieillards d'origine polonaise, pendant la période trouble du reflux des troupes allemandes et de la reconquête soviétique en 1943-1944, au cours de laquelle ils pouvaient (de même que les civils de nationalité ukrainienne), à leur tour, devenir victimes aussi bien du régime nazi que de ces mêmes Polonais qui acceptaient de s'enrôler dans les services des milices auxiliaires, par vengeance ou tout simplement pour des raisons de survie. Comment, dans ces conditions, percevoir le Bien et le Mal ? Les mêmes distinctions s'imposent à l'égard des acteurs du communisme, parmi lesquels il ne faut pas confondre les idéalistes qui ont cru innocemment à un idéal humaniste et égalitaire, en sacrifiant leur intérêt individuel pour le bien de la collectivité, avec les cyniques zélés qui ont abusé de leur pouvoir pour écraser, avec une brutalité extrême, toute velléité de résistance chez leurs compatriotes, afin d'acquérir une place au sein du parti.

Ce choix d'une attitude compréhensive et équilibrée allait de pair avec le refus de la mise en avant d'une certaine « comptabilité » des victimes, à laquelle nous sommes habitués, depuis quelque temps, en matière d'histoire des violences de masse. Un travers dans lequel donnent beaucoup d'historiens qui, au lieu de s'attacher à rendre la complexité, font des chiffres leur principal argument. Ils investissent spécialement dans la mise en évidence de l'ampleur des crimes commis, dans le but ultime de dresser un bilan global de toutes les victimes, suffisamment élevé pour être pris en considération. Ce n'est pas que ce travail n'ait pas son utilité, mais ce n'est qu'un moyen d'accès, parmi d'autres, à la compréhension du passé (on se demanderait même si l'on tente encore de le comprendre ? ou si l'on ne l'a pas déjà jugé avant même de commencer ?). Même des auteurs aussi sérieux que Timothy Snyder (2010) n'y ont pas échappé. Ce genre d'écrits « judiciairisés » (Garapon, 2008) crée un terrain propice au phénomène de victimisation, pouvant se révéler nuisible à plusieurs égards. En restant au niveau des chiffres, manipulables et manipulés à des fins politiques, on introduit une logique de concurrence entre les groupes de victimes (Chaumont, 1997), qui exhibent publiquement leur souffrance collective, tout en restant sourds à la souffrance des autres. Mais surtout, la victimisation n'oblige pas à un examen de conscience (elle permet plutôt, au contraire, d'y échapper), qu'il soit individuel ou collectif, qui seul peut prétendre à éclairer autant la face claire que les zones d'ombres des expériences passées,

aussi éloigné du « blanc » de l'histoire soviétique officielle que du « noir » de ses détracteurs, du « blanc » de l'histoire nationaliste fondée sur la glorification de ses acteurs, que du « noir » de ses ennemis jurés. Seul cet examen, sans concession, des responsabilités individuelles et la ferme volonté de dépasser les antagonismes hérités sont à même de permettre un vivre-ensemble harmonieux, respectueux de la différence, et de favoriser la paix civile. C'est un vœu que je souhaiterais partagé par tous les Ukrainiens aujourd'hui.